

1- Quelles sont les valeurs de l'école républicaine et comment faire en sorte que la société les reconnaisse ?

Préalables :

- la proposition de traiter deux questions en moins de trois heures ne permet pas d'aller au fond des choses : nécessité de poursuivre le débat au-delà, sous des formes à trouver.
- peut-on traiter la question des valeurs de l'école républicaine sans débattre du type de société dans lequel on aimerait vivre ?

La mixité sociale est posée par plusieurs participants comme directement liée aux valeurs essentielles de l'école républicaine (en particulier à l'égalité) et comme condition de la réussite des enfants de milieux populaires. L'inégalité de recrutement et de moyens entre écoles et entre établissements est pointée comme un facteur pénalisant à l'égard des enfants de milieu populaire. Tout le monde s'accorde à considérer que cette question ne relève pas seulement de l'école, mais qu'elle doit être fortement posée par l'école, comme une des conditions de sa réussite, aussi bien du point de vue des apprentissages que de la citoyenneté.

La coexistence de valeurs divergentes (celles véhiculées par les médias d'une part, par l'école d'autre part) pose le problème du sens de l'école pour les enfants et les jeunes. N'y a-t-il pas choc de deux cultures ? Comment les enfants et les jeunes s'y retrouvent-ils ?

Difficulté pour l'école de développer des valeurs si elles se heurtent sans cesse à des valeurs opposées dans la société et dans les médias.

Plusieurs types de réponses sont apportés :

- le rôle de l'école n'est pas de se positionner pour ou contre les valeurs véhiculées par les médias mais d'amener le jeune à se forger une attitude critique, personnelle.
- Importance des projets culturels dans les classes pour amener les enfants vers autre chose : regret en particulier de la disparition des PAC.
- Le travail sur les valeurs est affaire de l'école mais également des parents : problème des enfants qui regardent la télé seuls dans leur chambre...

Question : l'école pèse-t-elle quelque chose face au poids des médias ?

- nécessité de construire une culture à partir de celle dont disposent les enfants que l'on a devant soi. Intérêt quelquefois de s'appuyer par exemple sur la télé pour ouvrir vers une culture plus universelle (exemple de certains dessins animés...).

On remarque que les réponses renvoient toutes plus ou moins à la place de la culture : d'où l'importance de ne pas limiter le rôle de l'école aux seuls objectifs " lire-écrire-compter ", en laissant de côté les aspects culturels ou en les " externalisant ", pénalisant, là encore, les enfants de milieux populaires.

Importance des actions culturelles menées en lien avec l'école (cinéma, bibliothèque, heure du conte...).

Importance également d'ouvrir l'école aux parents pour leur montrer ce qui se fait au plan culturel à l'école, les y associer.

Problème financier pour accéder aux activités culturelles proposées dans le cadre scolaire (sorties, classes transplantées, voyages...), de plus en plus souvent payantes.

L'appel aux financements privés semble une mauvaise solution, car susceptible d'augmenter les inégalités (moins d'aides extérieures dans quartiers populaires).

Un consensus se dégage pour s'opposer farouchement aux financements privés et aux pressions locales, sources d'inégalités accrues.

La laïcité : sans s'opposer, les témoignages sont très divers quant à la difficulté, ou non, de gérer les phénomènes de religion et de cultures communautaires dans le cadre de la classe, de l'école. Par

contre, la plupart des participants avouent leur difficulté à se positionner clairement sur ces questions et regrettent l'absence d'aide, de cadre posé par l'institution, sans pour autant souhaiter une loi.

L'idée d'une loi provoque beaucoup d'inquiétude : beaucoup pensent qu'elle risquerait d'être interprétée comme la stigmatisation d'une religion particulière, sans résoudre les problèmes pour autant.

Les participants soulignent l'existence d'une inégalité de fait des religions en France, du fait de l'héritage chrétien (vacances calées sur les fêtes religieuses chrétiennes, absences tolérées pour les retraites de communion, financement public d'écoles confessionnelles...).

Ils s'inquiètent, en même temps d'une évolution qui consiste à trouver naturel d'afficher les pratiques religieuses à l'école et insistent sur la nécessité de défendre, de préserver la laïcité.

La question de la définition de la laïcité est posée en ces termes : aucune manifestation de type religieux à l'école ou acceptation de toutes les religions sans discrimination ?

Si tout le monde s'accorde à trouver ce questionnement intéressant mais difficile, tous s'accordent aussi pour relativiser la question du voile (nombre de cas vraiment critiques très faibles) et certains y voient même une tentative de diversion par rapport à des questions plus importantes (mixité sociale, gratuité, notion de service public, maintien des moyens éducatifs...).

Enfin, la montée des intégrismes est mise en relation avec celle des racismes.

Propositions :

- poser un cadre clair précisant ce qui est acceptable ou non , à l'école, dans le cadre du respect de la laïcité, sans légiférer pour autant,
- affirmer l'importance des pratiques culturelles dans le cadre de l'école, permettant à tous les enfants d'accéder à d'autres valeurs que celles véhiculées par les médias,
- affirmer l'importance de la mixité sociale à l'école et engager un dialogue avec d'autres sphères de la société sur cette question.

16 Quelles relations établir entre les membres de la communauté éducative – en particulier entre les parents et professeurs et entre professeur et élèves ?

Constat, expériences, questionnements :

Les relations parents-enseignants sont trop dépendantes des individualités et manquent de cadre institutionnel.

La qualité de l'accueil des enfants et des parents à l'école maternelle est primordiale pour la suite de la scolarité.

Comment créer les conditions de l'exercice de la participation des parents à l'école ?

La question se pose de savoir si les parents ont encore confiance dans les valeurs de l'Ecole Républicaine notamment en tant qu'ascenseur social.

A l'inverse, il est aussi noté que les attentes des parents sont encore très fortes vis-à-vis de l'école et que celles-ci sont très influencées par leur propre vécu scolaire passé.

A chaque expérience de rencontre, les enseignants se confrontent à l'absence de certains parents.

La participation des parents peut être vécue comme un risque d'empiètement dans la sphère de compétences des enseignants.

Le rôle des délégués de parents est à discuter et ne semble pas satisfaisant.

Les parents s'investissent plus lorsqu'ils sont associés concrètement à un projet de classe.

L'objectif de collaboration avec les parents ne peut se limiter à une participation concrète à certaines activités mais doit viser les apprentissages scolaires.
Cette participation constitue néanmoins un moyen efficace d'y parvenir notamment pour les parents ayant un vécu scolaire difficile.

L'expérience de matinées ouvertes aux parents dans une école maternelle de ZEP est ressentie comme positive par les parents et les enseignants.

La réunion de rentrée est très importante pour la définition des rôles entre parents et enseignants.

Le travail effectué à l'école n'est pas lisible pour tous les parents, au niveau par exemple des bilans, évaluations ou informations ("jargon" pédagogique, codes implicites, difficulté de certains avec la lecture, ...)

Les préalables :

Il faut donner envie aux parents de venir rencontrer les enseignants.

Une bonne communication basée sur le respect de chacun et l'absence de jugement de valeur peut permettre la collaboration entre parents et enseignants.

Il est nécessaire de valoriser le vécu scolaire des enfants aux yeux des parents.

La cohérence de l'équipe enseignante est source de sérénité et de confiance pour les parents.

Le rôle des parents vis-à-vis de l'école est de deux ordres : soutien de leur enfant-élève (fonction parentale) et intervenant potentiel pour les classes (fonction "citoyenne").
Il convient de tenir compte de ces deux dimensions.

L'école n'appartient pas aux enseignants mais à la nation toute entière.

Faire en sorte que les parents sachent ce que leurs enfants vont apprendre et faire dans la classe afin d'établir une relation de confiance.

Les propositions :

Les dysfonctionnements relationnels entre parents et enseignants sont un des facteurs favorisant l'échec scolaire et doivent donc à ce titre faire l'objet de modules de formation initiale et continue ainsi que de temps institutionnels à l'école. Notion de Charte évoquée.

L'organisation de rencontres-débats institutionnelles et régulières sur l'école entre parents et enseignants est demandée.

Trois priorités pour l'école :

- Prendre en compte dans l'organisation du travail le besoin d'échanges au sein des équipes éducatives, proposer des formations en lien direct avec les besoins des enseignants (gestion de l'hétérogénéité des élèves, relations avec les parents, comportements à adopter envers les

élèves en grande difficulté), prendre en compte et évaluer les expérimentations passées ou en cours sur le terrain avant toute modification importante du système.

- Préserver l'école comme service public, avec comme objectif l'accès pour tous au savoir et à la culture : garantir la gratuité des activités, y compris culturelles, assurer le financement de moyens permettant l'aide aux enfants en difficulté et la mise en place d'activités variées (aides-éducateurs), œuvrer à la mise en place réelle d'une politique des cycles incluant l'école maternelle.
- Poser la mixité sociale comme une valeur fondamentale de l'école républicaine et lutter, dans et à l'extérieur de l'école, pour sa réalisation effective.